



Déclaration liminaire CUEP mercredi 12 juin 2024

Monsieur le directeur général,

À la suite de vos annonces du CUEP du 15 mai concernant l'emploi et votre volonté de supprimer purement et simplement un nombre important de contractuel de droit public, entérinant de fait un plan social à la CDC, l'ensemble des organisations syndicales vous a fait part de leur opposition pure et simple.

A ce jour et malgré nos demandes répétées à vos services, nous n'avons reçu aucunes précisions sur le nombre de CDP concernés, ni les directions concernées. Cela traduit une nouvelle fois le degré d'irresponsabilité de votre politique RH. Une politique qui se fait « au doigt mouillé » et que subissent nos collègues, impactant fortement leurs conditions de travail.

Dans ce cadre, l'intersyndicale a pris ses responsabilités et convié l'ensemble des personnels à une Heure mensuelle d'information vendredi dernier. Une nouvelle fois, les personnels ont répondu massivement à cette initiative puisque plus de 1 400 agents se sont connectés.

Lors de cette HMI, beaucoup d'émotions de colère et d'inquiétudes ont été exprimées par des collègues de différents services, et nous confortent dans notre détermination commune.

En parallèle, une pétition a été lancée pour la défense de l'emploi. Cette dernière a, à ce jour recueilli plus de 1 000 signatures. C'est très significatif !

Rémunérations, emplois, conditions de travail, considération, Monsieur le directeur général tous les voyants sont aux rouge !

Allez-vous écouter votre personnel ou continuer dans votre mépris ? Vous vous devez de nous apporter une réponse précise !

Lors de ce CUEP, nos organisations syndicales sont appelées à se prononcer sur le budget 2024. Attendre la mi-année pour soumettre aux organisations syndicales le budget est déjà sans précédent. Présenter un budget qui place les moyens humains en dessous des besoins de nos missions est inadmissible.

Votre politique RH est uniquement pilotée par les contraintes budgétaires, en décalage total avec la réalité du terrain, de l'activité et des attentes de nos partenaires. Il ne faut pas se séparer de collègues, il faut embaucher Monsieur le directeur général.

Dans l'immédiat, nos organisations vous appellent à la cohérence. L'Assemblée nationale est dissoute, la Commission de surveillance n'a plus de président, vous devez reporter sine die votre projet.

Aussi, l'intersyndicale exige :

- Des recrutements de fonctionnaires et salariés correspondant aux besoins de nos activités d'intérêt général ;
- L'intégration des détachements et la pérennisation des CDP occupant des emplois permanents ;
- La reconduction conservatoire des CDP en renfort ;
- Un véritable débat sur l'emploi et la mise en place d'outils de suivi par les instances du personnel.